

# Déclaration de politique générale de François Bayrou

## 14 janvier 2025

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les députés,

En vérité, contrairement à ce que beaucoup pensent, la situation de ce gouvernement présente un avantage considérable. Sur ces bancs, même parmi ceux qui sont violemment hostiles à ce que nous pensons, pas un ne trouve notre position enviable.

84 % des Français, paraît-il, jugent que le gouvernement ne passera pas l'année. Et il m'arrive même de me demander où les 16 % restants trouvent la source de leur optimisme.

Eh bien, au risque de vous surprendre, je crois que cette situation est un atout. Quand tout va bien, on s'endort sur ses lauriers. **Quand tout va mal, on est contraint au courage.**

Il y a un deuxième atout décisif. C'est le besoin, l'exigence, **l'injonction que le pays nous assigne : retrouver la stabilité !**

Tout le pays, tous les Français en ont besoin. Ils comprennent bien que nous ne sommes pas d'accord sur tout. Mais ils nous enjoignent, je le crois, de joindre nos forces pour forcer les issues.

## LA DETTE

Un grand pays, un pays digne de ce nom, est un pays capable de regarder en face ses chances - et elles sont grandes - et ses difficultés qui ne le sont pas moins.

Les sujets d'inquiétude sont innombrables. Il en est un, toutefois, qui émerge avec une force criante : **le surendettement de notre pays**. Et nos compatriotes, surtout les plus fragiles savent ce qu'est le surendettement. Quelles incertitudes et difficultés cette situation suscite.

Depuis la guerre, la France n'a jamais dans son histoire été aussi endettée qu'elle l'est aujourd'hui.

**J'affirme qu'aucune politique de ressaisissement et de refondation ne pourra être conduite si elle ne tient pas compte de notre surendettement et si elle ne se fixe pas comme objectif de la contenir et de le réduire.**

Pourquoi cette situation de surendettement nous oblige-t-elle collectivement ? C'est parce que *tous* les courants dits de gouvernement y ont pris leur part.

Quand François Mitterrand est élu, la France est l'un des pays les moins endettés du monde, à peine plus de 20 % de notre production nationale ; à la fin de son second mandat en 1995, c'est 52 %. Plus de trente points d'endettement supplémentaire en 14 ans.

À la fin des années 90, la France pour tous les critères de santé économique est nettement au-dessus de l'Allemagne réunifiée. Notre commerce extérieur est largement excédentaire et notre endettement inférieur à celui de nos voisins.

Puis en 2000, gouvernement de Lionel Jospin, brutalement les courbes se cassent, et commence une descente que rien ne semble pouvoir arrêter.

Entre 2007 et 2012, Nicolas Sarkozy, accélération de l'endettement, 25 points de produit intérieur. Entre 2012 et 2017, François Hollande, 10 points. Depuis 2017, Emmanuel Macron, 12 points.

Je n'en fais pas un motif d'accusation, je sais les raisons : François Mitterrand, c'était l'alternance, il fallait que les Français y trouvent leur compte ; Nicolas Sarkozy, la crise des *subprimes* ; Emmanuel Macron, coup sur coup une cascade de crises jamais vue et jamais imaginée : à partir de 2018, les Gilets jaunes, puis le Covid et un pays à l'arrêt, puis la guerre en Ukraine, l'inflation, l'explosion du prix de l'énergie !

J'affirme que tous les partis dits de gouvernement ont une responsabilité dans la situation créée ces dernières décennies. Et j'affirme que tous les partis d'opposition, demandant sans cesse des dépenses supplémentaires, ont dansé aussi le tango fatal qui nous a conduits au bord de ce précipice.

Cette dette est une épée de Damoclès au-dessus de notre pays et de notre modèle social. Et ceci est d'autant plus grave que nous sommes entrés dans un monde nouveau.

## **LE MONDE DE LA FORCE**

Nous sommes passés de la force de la loi à la loi de la force.

Le 24 février 2022, au vu et au su de la planète, une des principales puissances du monde, puissance géographique et militaire, la Russie de Vladimir Poutine, a jeté son dévolu sur un pays souverain, l'Ukraine, pour l'annexer. Un pays de la taille de la France. Fait sans précédent sur le sol européen depuis 75 ans.

Cette agression a été un signal. Celui du règne de la force brutale. C'était rampant, c'est aujourd'hui affiché.

Évidemment et significativement, l'Iran, la Corée du Nord sont entrés dans le soutien à l'agression de Vladimir Poutine : autres maillons de cette chaîne de puissances décidées à ne plus se laisser arrêter par des règles dont ils contestent désormais la légitimité même.

Les dirigeants chinois ne sont pas en reste. En faisant l'éloge d'un monde multipolaire, la Chine tisse le réseau de sa domination économique, technologique, diplomatique et militaire ; l'excédent commercial chinois vient de franchir le cap - écoutez bien - des mille milliards de dollars ; c'est une stratégie programmée depuis dix ans qui vise purement et simplement à remplacer notre industrie.

Nous avons, dans la défense de ces règles bafouées, un grand allié, parfois incommode : les États-Unis.

Or ceux-ci ont choisi, par d'autres voies, la même politique de puissance et de domination : l'offensive monétaire, la captation de la recherche mondiale, la poursuite de l'application extraterritoriale de leur droit ; la domination technologique par des entreprises de taille planétaire et le pouvoir que tout cela donne d'intervenir dans la vie démocratique d'autres États.

De ce nouvel ordre mondial, ou plutôt de ce nouveau désordre mondial, qui menace tous les équilibres et toutes les règles de la décence, Elon Musk n'est que le visage débridé.

Mais le Président réélu des États-Unis articule lui-même, fait inédit, des menaces d'annexion de territoires souverains, le Groenland, le canal de Panama, et même le Canada.

Il est temps de regarder les choses en face. Ces grandes puissances, que nous respectons, c'est à nous de leur signifier qui nous sommes, car sans notre détermination, elles l'oublieront.

Dans le nouveau monde de la force brutale, la France a ses propres atouts. Sa diplomatie, la force de son armée et l'engagement de ces militaires auquel je rends ici hommage. Ils nous protègent collectivement. C'est d'ailleurs pour moi l'occasion de d'évoquer le sort de nos otages retenus par le Hamas ainsi que celui de tous nos otages, dont nous demandons la libération.

Mais pour que la France fasse vivre son trésor de civilisation et continue de le partager au monde, l'Europe, notre Europe, doit devenir une communauté stratégique, une puissance politique et de défense à la dimension de la puissance économique qu'elle devrait être. Une seule condition, que nous acceptions de nous définir et de nous affirmer ensemble.

La construction d'une communauté politique pour faire vivre cette communauté de civilisation, c'est la question qui domine depuis 1945. A cette construction ont contribué, chacun à sa manière, le général De Gaulle, Jean Monnet et Robert Schuman, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, Jacques Delors et Emmanuel Macron. Tous ont partagé une conviction : l'indépendance de la France dépend de celle de l'Europe, et réciproquement. La prospérité de la France dépend de celle de l'Europe, capable si elle le veut de devenir le premier marché de la planète, de parler technologie, industrie et agriculture à égalité avec les États-Unis et la Chine, comme l'a récemment montré le rapport de Mario Draghi.

Mais l'Europe est travaillée, elle-aussi, par des ferments inutiles de division. Si nous ne reconstruisons pas patiemment, ce que le président de la République fait jour après jour, à la fois la place de la France en Europe, et la vision française de ce que doit être l'Europe, alors nous deviendrons insignifiants, et immanquablement

nous entrerons dans la soumission. Je salue le fait que toutes les sensibilités rassemblées au sein de l'équipe gouvernementale soient unies par cette conviction commune.

\* \*

\*

**C'est dans cet esprit que j'ai constitué mon équipe gouvernementale.** Elle reflète au mieux l'union des grandes sensibilités du pays, avec de l'expérience et de l'enracinement : avec de fortes personnalités.

Cette équipe porte un message : comme aux heures où le sort même de notre nation était en question, l'intérêt général oblige à dépasser les préférences partisans pour que le pays se ressaisisse.

Je doterai chaque ministre d'une feuille de route, et chaque feuille de route sera communiquée et partagée avec les commissions compétentes du Parlement et du Conseil économique, social et environnemental.

Car je tiens que la société civile organisée doit avoir pleinement voix au chapitre. J'ai confiance dans les partenaires sociaux. Je crois qu'ils ont entre les mains une part décisive de l'avenir national.

C'est aussi cela la nouvelle méthode démocratique. En finir avec les injonctions du haut vers le bas. Redonner place à la vie démocratique : avec les citoyens, les élus, tous les corps intermédiaires qui constituent la Nation française.

Cette équipe de ministres reflète des choix révélateurs.

**L'éducation nationale** est à sa place : la première ! Et elle est confiée à une personnalité, ancienne première ministre, exemple de méritocratie républicaine et de service de l'État, assistée de l'ancien président du CNES et spécialiste des universités.

**Les outremer** viennent ensuite. Cet engagement n'a jamais été porté aussi haut dans notre histoire. J'ai considéré que ce sujet et nos compatriotes, à ce moment précis de notre histoire commune, avec tous les risques et tous les dangers, devaient être promus au rang de toute première préoccupation de la nation. Manuel Valls, ancien Premier ministre, a accepté d'en prendre la lourde et passionnante responsabilité.

**Les questions de sécurité** sont brûlantes pour nos concitoyens. J'ai souhaité une coopération étroite entre les ministères de la Justice et de l'Intérieur pour leur confier la restauration de l'autorité de l'État, qui est indissociablement celle de l'État de droit. Deux ministres d'État, chacun avec son tempérament mais dont on sait la résolution commune, mèneront à bien cette action. La réponse au narcotrafic ou à la délinquance des mineurs, sur laquelle Gabriel Attal et son groupe ont proposé un texte, la présence des forces de sécurité sur le terrain, à travers par exemple de nouvelles brigades de gendarmerie, devront confirmer à nos concitoyens que l'État de droit n'est pas l'État de faiblesse. Et nous ne devons être sans faiblesse pour lutter contre le terrorisme et tous les séparatismes.

De même il faudra repenser notre projet pénitentiaire à travers un plan d'urgence se fondant sur une nouvelle approche mieux adaptée aux différents types de détention.

Et pour tous les pans de l'action du Gouvernement chaque membre du Gouvernement aura à agir, pour chacun des pôles économique, social, territorial, écologique, culturel, agricole, pour les armées, l'Europe et les Affaires étrangères, la transformation publique et les sports, avec le sens de la responsabilité pour relever trois défis.

**D'abord faire face à l'urgence : il faut se ressaisir** et adopter sans tarder les deux budgets, de l'Etat et de la Sécurité sociale. Cette précarité budgétaire, nous la payons tous au prix fort, entreprises, investisseurs, familles, contribuables, emprunteurs.

**Deuxième défi : mettre en place les conditions de la stabilité, qui impose de se réconcilier,** ce dont le pays a tant besoin, et que ses citoyens ne cessent de réclamer.

**Troisième grand défi, de plus long terme : notre pays doit refonder son action publique,** ce qui exige que nous nous attaquions sans tarder à tous les problèmes devant nous, et non à certains à l'exclusion des autres.

## **1. SE RESSAISIR**

Notre situation de blocage n'est pas seulement financière. Elle est aujourd'hui politique.

Jugez-en : budget de la Sécurité sociale censuré ; budget de la nation entièrement repoussé en première lecture à l'Assemblée, interrompu au Sénat ; tous les secteurs d'intervention publique entravés : éducation, sécurité, santé, solidarité, agriculture, commerce extérieur ; des milliers de recrutements, par exemple dans la justice, suspendus ; les mesures de soutien à la Nouvelle-Calédonie empêchées ; la loi de programmation militaire enrayée ; le fonds vert des collectivités bloqué.

Nos concitoyens se sentent **glisser sur la pente du déclassement** ; les investisseurs s'inquiètent ; l'épée de Damoclès de la motion de censure paraît avoir installé la précarité au sommet de l'État.

Au cœur de ce blocage il y a quelque chose de culturel, notre incapacité à vivre avec le pluralisme ; à être en désaccord sans nous menacer du pire. Les réquisitoires



et les invectives minent la confiance des citoyens. Il est temps de changer de logiciel démocratique et donc de méthode. **Se confronter mais aussi se respecter et trouver des voies de passage, sans abdiquer ce que l'on est.** Et le lieu où la diversité se résout en capacité d'action, c'est le Parlement !

### **1.1 Remettre en chantier la question des retraites**

**La première urgence c'est de répondre à la question des retraites qui occupe le débat public.**

On voit combien cette question continue de tarauder notre pays.

Le déséquilibre de notre système de retraites et la dette massive qu'il a creusée ne peuvent être ignorés ou éludés.

Je résume les chiffres, établis par le commissariat au Plan en 2021 et probablement aggravés depuis.

Notre système de retraite verse chaque année quelque 380 milliards d'euros de pensions. Le système par répartition que nous affichons voudrait que, chaque année, les actifs assument le versement de ces pensions. Or, les employeurs et les salariés privés et publics versent à peu près 325 milliards par an.

Cette somme s'obtient en additionnant les cotisations salariales et patronales du privé et du public, estimées au même taux, et les impôts versés par les contribuables et affectés aux retraites.

380 moins 325 : restent 55 milliards, versés par le budget des collectivités publiques, au premier chef de l'État, à hauteur de quelque 40 ou 45 milliards.

Or ces 40 ou 45 milliards annuels, nous n'en avons pas le premier sou ! Chaque année, cette somme, le pays l'emprunte. C'est-à-dire qu'il la met à la charge des générations qui viennent ou qui viendront.

Sur les plus de 1000 milliards de dette supplémentaires accumulés par notre pays ces dix dernières années, les retraites représentent 50 % de ce total.

Jamais nous n'avons fait l'effort de partager avec les Français cette évidence, que la dette contractée par notre pays concerne leurs propres enfants, nos propres enfants. Que la charge que nous leur laissons sera trop lourde pour être supportée.

Entendez-moi bien : je ne dis pas que la dette soit toujours immorale.

Si nous construisons des infrastructures ou finançons la recherche, il est légitime que nous partagions la charge avec ceux qui utiliseront ces équipements ou profiteront de ces connaissances. S'endetter pour construire une université ou un hôpital dont l'usage, par les générations qui viennent, durera cinquante ou quatre-vingts ans, c'est légitime.

Mais la dette est injuste si elle met à la charge de nos enfants nos dépenses courantes d'aujourd'hui.

Loin d'être seulement un problème financier ou social, cette dette est d'abord un problème moral.

Quand on est héritier dans une famille, on peut toujours refuser l'héritage qui comporte trop de dettes. Mais quand on est citoyen d'un État, on ne le peut pas !

Ce problème social et moral, le gouvernement n'entend pas le laisser sans réponse.

La réforme des retraites est vitale pour notre pays et notre modèle social : bien des gouvernements successifs s'y sont engagés, depuis Michel Rocard, jusqu'aux efforts courageux du gouvernement d'Elisabeth Borne.

Je note dans ce débat passionnel un progrès considérable : plus personne ne nie plus qu'il existe un lourd problème de financement de notre système de retraites.

Et en même temps, nombre des participants aux discussions ont affirmé qu'il existait des voies de progrès, qu'on pouvait obtenir le même résultat par une réforme plus juste.

Je choisis donc de remettre ce sujet en chantier, avec les partenaires sociaux, pour un temps bref, et dans des conditions transparentes. Selon une méthode inédite et quelque peu radicale.

La démarche s'appuiera sur un constat et des chiffres indiscutables. Je vais demander une mission flash à la Cour des comptes, de quelques semaines. Et ce résultat, je le communiquerai à tous les Français.

La loi de 2023 a prévu que l'âge légal de départ passerait à 63 ans fin 2026. Une fenêtre de tir s'ouvre donc. Je souhaite fixer une échéance à plus court terme, celle de la prochaine loi de financement de la sécurité sociale. Nous pouvons rechercher une voie de réforme nouvelle, sans aucun totem et sans aucun tabou, pas même l'âge de la retraite, - les fameux 64 ans - à condition qu'elle réponde à l'exigence fixée. Nous ne pouvons pas dégrader l'équilibre financier que nous cherchons et sur lequel presque tout le monde s'accorde. Ce serait une faute impardonnable contre notre pays.

Plusieurs des partenaires sociaux ont indiqué qu'ils avaient identifié des pistes pour que la réforme soit socialement plus juste et cependant équilibrée. Elles méritent toutes d'être explorées. Et toutes les questions doivent pouvoir être posées. Chacun des partenaires sociaux aura le droit de faire inscrire à l'ordre du jour de ces discussions et négociations les questions qui le préoccupent. Rien n'est fermé.

Une délégation permanente sera donc créée. Je la réunirai dès vendredi. Je proposerai aux représentants de chaque organisation de travailler autour de la même table, de s'installer dans les mêmes bureaux, ensemble,

pendant trois mois à dater du rapport de la Cour des comptes. Si au cours de ce « conclave » cette délégation trouve un accord d'équilibre et de meilleure justice, nous l'adopterons. Le Parlement en sera saisi lors du prochain projet de loi de financement de la sécurité sociale, ou si nécessaire par une loi.

Je souhaite que cet accord soit trouvé. Mais si les partenaires ne s'accordaient pas, c'est la réforme actuelle qui continuerait à s'appliquer.

## **1.2 Adopter les budgets**

L'adoption d'un budget est indispensable pour les Français, pour l'action de la France, pour son image et pour son crédit.

Cette orientation vers un retour à l'équilibre, qui sera nécessairement pluriannuelle et respectueuse de nos engagements européens, passera nécessairement par des efforts de l'État lui-même. L'objectif est bien : 3 % de déficit public en 2029.

Cette contrainte se présente dès à présent : les prévisions de croissance, à la suite en particulier, de la crise née du vote de la motion de censure, ont toutes été revues à la baisse.

Nous ne voulons pas ignorer ces avertissements. Le gouvernement a donc décidé de revoir sa prévision de croissance pour 2025, elle était de 1,1 % avant la censure, nous la fixons à 0,9 %, conformément aux prévisions de la Banque de France. Il sera proposé de fixer l'objectif de déficit public pour 2025 à 5,4 % du PIB.

Des économies importantes seront proposées. Et pour la suite c'est bien un puissant mouvement de réforme de l'action publique qu'il faut conduire.

Il faudra trouver des méthodes d'organisation de l'État qui ne requerront pas d'augmentation de nos dépenses

publiques. Il nous faut repenser tous nos budgets, à partir non pas du prolongement de ce qui se faisait l'année précédente augmenté d'un pourcentage d'inflation, mais de ce que qu'exige le service ou l'action à conduire.

Ces budgets redéfinis, repensés, je demanderai à tous les ministres de les préparer dès le printemps.

C'est un effort dont personne ne pourra s'exclure, chacun à sa manière dans l'exercice quotidien de ses missions.

Cet exercice devra interroger notre organisation. Est-il nécessaire que plus de 1000 agences, organes ou opérateurs exercent l'action publique ? Nous connaissons le rôle précieux de plusieurs d'entre eux, comme France Travail. Mais ces 1000 agences ou organes, sans contrôle démocratique réel, constituent un labyrinthe dont un pays rigoureux peut difficilement se satisfaire.

Les parlementaires seront pleinement associés à cet effort d'organisation et de rationalisation. C'est la fonction du Parlement : contrôler et évaluer.

Cet effort devra être prolongé et inventif. Cet effort devra être soutenu parce que souvent, la réforme, au début, coûte. J'annonce la création d'un fonds spécial entièrement dédié à la réforme de l'État, financé en réalisant une partie des actifs en particulier immobiliers qui appartiennent à la puissance publique de façon à pouvoir investir, par exemple, dans le déploiement de l'intelligence artificielle dans nos services publics. Ces sommes ne pourront pas être utilisées pour des dépenses courantes, pour abonder tel ou tel budget, elles resteront donc uniquement consacrées à ces efforts de réorganisation. Cette manière de rendre actif un patrimoine aujourd'hui inactif nous permettra peut-être

un jour d'initier un scénario de réduction de notre endettement.

## **2. SE RECONCILIER**

Je l'ai dit le jour de ma prise de fonction. Nous avons devant nous une grande œuvre de réconciliation.

Réconcilier les Français entre eux ; réconcilier les Français avec l'Etat et leurs élus ; réconcilier les Français avec les entreprises.

### **2.1. La démocratie : le pluralisme**

L'unité du pays, nous ne la ferons pas à coup d'incantations. Elle passe par l'association effective de tous, de manière continue, aux affaires qui les concernent. Cette association porte un nom qu'on utilise souvent sans lui donner sa vraie portée : c'est la démocratie. Pas seulement la démocratie électorale, avec ses surenchères, sa communication tarifée et ses éléments de langage.

Un philosophe qui siégea sur ces bancs, Marc Sangnier, a défini la démocratie comme « l'organisation sociale qui porte à son plus haut la conscience et la responsabilité du citoyen ». Or il n'y a pas de citoyens conscients et responsables si l'on ne partage pas avec eux les vérités les plus fondées, même les plus brutales. Comme l'écrivait Charles Péguy : il faut : « Dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité, dire bêtement la vérité bête, ennuyeusement la vérité ennuyeuse, tristement la vérité triste ». J'ai seulement une nuance sur le « tristement ».

La politique du gouvernement, c'est la vérité partagée. Le gouvernement considèrera les Français comme des partenaires des décisions à prendre, non comme les

sujets d'une monarchie qui n'auraient d'autre choix que d'obéir ou de se révolter.

Nous ne laisserons aucun problème hors de notre champ ; pour chacun d'eux, je partagerai les diagnostics avec les Français, afin d'établir la délibération sur des bases indiscutables.

La démocratie, c'est aussi la question de cette promesse de la Ve République : concilier la capacité d'action de l'Etat et le pluralisme.

Cette capacité d'action de l'Etat passe par une coopération entre les pouvoirs. Le Parlement a de ce point de vue des prérogatives qui doivent être pleinement respectées. Je pense en particulier à son pouvoir d'initiative qu'il ne manquera pas d'exercer sur des sujets importants dans notre société, comme la fin de vie.

Notre société n'est plus enfermée dans l'impasse de la bipolarisation. C'est heureux. On sait à présent que, sur un sujet donné, il n'y a pas que deux options prédéfinies. Il y a plusieurs sensibilités, en contraste mais qui ne s'excluent pas. Et le but de la démocratie à mes yeux n'est pas qu'une idée triomphe sur les autres ; c'est que les différentes sensibilités vivent ensemble.

Pratiquement, la question est celle de la reconnaissance du pluralisme. Il y a, dans la vie politique française aujourd'hui, une pluralité de courants, peut-être 5 ou 6 principaux. Je respecte la réflexion de ceux qui estiment qu'il faut « tout conflictualiser ». Je connais bien Jean-Luc Mélenchon. Mais je me dis qu'à voir nos divisions, ceux qui veulent nous assujettir se frottent les mains. Il y a longtemps - et c'est une valeur française depuis Henri IV au XVIe siècle et les grands républicains au XIXe - que nous avons abandonné l'idée en matière religieuse et philosophique qu'on doit faire triompher sa conception sur celle des autres. C'est ce qu'on appelle « laïcité ». Je

crois à la laïcité, en matière religieuse comme en politique. Laïcité, dont la racine grecque, veut dire « faire un seul peuple ».

Faire un seul peuple, c'est reconnaître que le pluralisme est légitime. Je souhaite proposer que les partis politiques, comme les syndicats, puissent être reconnus comme des mouvements d'utilité publique.

Je souhaite aussi la création de la banque de la démocratie. Pour que le financement des partis politiques et des campagnes ne dépende plus de choix de banques privées mais d'organismes publics, placés sous le contrôle du Parlement. Pour que ce financement échappe à des financements privés, ou étrangers. En 1993, je me suis battu pour exclure les entreprises du financement des partis politiques ; quand je porte mes yeux vers les Etats-Unis et l'emprise qu'y exerce l'argent sur la formation des consciences, j'en suis fier.

Mais le pluralisme suppose aussi que chacun trouve une place au sein de la représentation nationale, à proportion des votes qu'il a reçus. C'est la seule règle qui permette à chacun d'être lui-même, authentiquement, sans s'engoncer dans des alliances insincères. Je propose que nous avancions sur la réforme du mode de scrutin législatif. Chacun exprimera alors sa position. Il y a une option à prendre sur ce principe et une discussion à avoir sur ses modalités. On voit bien quels sont les principaux choix ; c'est mon opinion que ce mode de scrutin doit rester enraciné dans les territoires ; il faut qu'il ne crée pas plusieurs catégories de citoyens ; et peut-être obligent-il, comme dit le président du Sénat, à reposer en même temps la question de l'exercice simultané d'une responsabilité locale et nationale.

Enfin la démocratie suppose un accès à une information fiable. Les conclusions des Etats généraux de l'information lancés par le Président de la République



devront être traduites. De même la réforme de l'audiovisuel public, bien commun des Français, devra être conduite à son terme.

## **2.2. L'Etat et les Français**

Je suis le premier à mesurer la qualité de notre fonction publique. Nos agents sont engagés. Ils ont un grand sens du service public. Ils méritent notre considération. Ce que j'ai vu par exemple à Mayotte force le respect.

Mais notre bureaucratie est trop lourde. Incroyablement lourde.

Une étude récente montre que, chez nos voisins, le poids des normes est en moyenne de 0,5 % de PIB annuel, de 0,8 % en Italie à 0,3 % en Espagne, et 0,17 % en Allemagne. Chez nous c'est tout près de 4 %. Et c'est insupportable.

La lourdeur administrative, ce sont ces normes dont chacun sait combien elles peuvent le brider, parfois le rendre fou.

Le gouvernement s'engagera donc dans un puissant mouvement de débureaucratiation. Le projet de loi de simplification de la vie économique qui a commencé à être examiné doit être adopté rapidement.

Mais il faut agir plus en profondeur et dans le temps. Selon quelle méthode ? Je n'en connais qu'une : rendre du pouvoir au terrain. Grâce à France expérimentation les acteurs de terrain devront redéfinir eux-mêmes en partenariat avec l'État les simplifications, suppressions ou allègements d'obligations utiles.

Mais il faut aller plus loin et changer de paradigme. Partout où cela sera possible nous inverserons la charge de la preuve : à l'administration de remplir les papiers, à l'utilisateur de les vérifier.

### **2.3. Avoir confiance dans les collectivités locales et leur donner une place centrale**

Les collectivités locales doivent être soutenues dans leur action. C'est elles qui portent une grande part de l'investissement de notre pays, beaucoup plus que l'État ! Quand l'activité fléchit, c'est cet effort d'investissement qui soutient le bâtiment, les travaux publics, l'équipement de nos villes. Ce sont elles qui soutiennent l'implantation d'entreprises, sont au côté des associations et maintiennent le tissu social dans ses dernières mailles. Cet effort d'investissement, il est précieux pour le pays.

Pour cela, je souhaite des rapports d'ouverture et de confiance dans la continuité.

Mon gouvernement confortera les avancées sur des sujets très attendus comme l'eau, l'assainissement, le statut et la protection des élus. Les initiatives parlementaires devront aboutir. Sur le plan financier, l'effort financier demandé aux collectivités sera ramené – comme les débats parlementaires l'ont confirmé – de 5 milliards initialement à 2,2 milliards en 2025. J'ai toute confiance dans la capacité des élus à mener cet effort.

Je souhaite aussi que nous fassions avancer notre pays par grands projets. Certains projets, souvent engagés par des collectivités, sont bloqués aujourd'hui. Je souhaite que sur le modèle de Notre-Dame, qui doit nous inspirer, des opérations « commandos » soient organisées, en lien avec les collectivités, pour débloquer 100 projets sur tout le territoire. Ils seront une vitrine de la France qui avance et qui construit.

Avoir confiance dans la responsabilité des collectivités c'est aussi pour certaines tenir compte de leur spécificité. C'est le cas, qui me tient à cœur, de la Corse.

Conformément aux orientations du Président de la République, un calendrier a été fixé pour aboutir à une évolution constitutionnelle fin 2025. Il sera respecté.

#### **2. 4. Soutenir l'esprit d'entreprise**

Il existe chez nous un vieux réflexe : cibler les entreprises et plus spécialement les entreprises françaises, et en particulier celles qui réussissent le mieux à l'exportation.

Les entreprises que l'on dit multinationales sont celles qui ont réussi, par leur savoir-faire, leur recherche, leur esprit de conquête, à être sélectionnées pour la compétition mondiale. Elles font honneur à la France et contribuent à sa richesse. Comme le formidable tissu des PME françaises.

Ma conviction est que, nos entreprises, nous devons leur faciliter la tâche, dans des conditions fixées par la démocratie sociale.

Elles doivent être prémunies contre des augmentations exponentielles d'impôts et de charges.

Sans quoi nous nous retrouverions dans la même situation de celui qui, selon la fable, fit un sort à la poule aux œufs d'or et s'était « *lui-même ôté le plus beau de son bien* ».

L'entreprise produit les richesses et l'emploi, pour tout le pays, grâce à ses dirigeants, ses chercheurs, ses cadres, ses salariés. Mais si elle se voit surchargée de prélèvements – et de normes -, alors elle cesse de produire. Le trésor est dans l'activité, la créativité, la souplesse.

\*\*\*

Cette œuvre de réconciliation à laquelle mon gouvernement et nous tous devons nous atteler, elle ne

sera possible que si nous offrons une perspective à notre pays. **Nos efforts doivent être tendus vers un but, qui suppose lucidité, courage et espérance, celle d'une nouvelle promesse française. C'est là une œuvre de refondation républicaine que nous vous proposons.**

### **3. SE REFONDER**

#### **3.3. La promesse française**

Cette promesse française c'est celle qui offre à chacun les conditions de sa dignité en tant que citoyen **et en tant que personne.**

La France ne s'en remet pas à la seule loi du marché pour cela. La France a toujours porté en elle l'idée de fraternité et de solidarité.

La solidarité envers chacun, quel que soit son milieu de naissance, son accent, sa couleur de peau, sa condition... C'est, pour tous, la possibilité de s'affirmer, d'avoir parfois une deuxième, une troisième chance de le faire, quand les difficultés de la vie donnent l'impression que l'échec est définitif. C'est l'intuition fondatrice que le Président de la République a défendue en 2017, et je veux la réaffirmer ici.

La promesse française c'est aussi l'attention portée à l'égalité entre les femmes et les hommes. C'est un combat de civilisation, que nous devons porter ici et ailleurs. Partout où les femmes subissent l'intolérable. Je pense en particulier au sort des femmes afghanes. Cette égalité suppose une lutte sans merci contre les violences sexuelles ou sexistes, mais aussi pour l'égalité salariale et professionnelle.

La promesse française c'est également répondre au cri qu'ont fait entendre les Gilets jaunes sur nos ronds-points il y a 6 ans. Je m'adresse à eux aujourd'hui. Qu'ils

ne pensent pas que nous les avons oubliés. Leur rejet de cette division du pays - entre ceux qui comptent et ceux qui ne comptent pas ; ceux qui passent à la télévision et ceux qui la regardent ; ceux des arrondissements centraux de Paris et les autres - qu'ils sachent que nous en faisons le cœur de notre politique.

La promesse française suppose que notre société puisse trouver une forme d'harmonie.

Puisqu'il faut dire les choses telles qu'elles sont, nous devons évoquer les craintes que suscite l'immigration. Cela ne date pas d'hier.

La misère, les conflits, les bouleversements climatiques se conjuguant, l'immigration est devenue une question brûlante sur toute la planète. Elle l'est pour ceux qui supportent les vagues migratoires et ceux qui se sentent menacés par les prochaines. Et les réseaux sociaux attisent cette crainte tous les jours.

J'ai la conviction profonde que l'immigration est une question de proportion. L'installation d'une famille étrangère dans un village pyrénéen ou cévenol, c'est un mouvement de générosité qui se déploie, des enfants fêtés et entourés à l'école, des parents qui reçoivent tous les signes de l'entraide. Mais que trente familles s'installent et le village se sent menacé. Le désir, après tout respectable, de se sentir chez soi est mis à mal. Tout cela est humblement humain. Et affaire de bon sens, que je revendique.

Les bidonvilles et la misère qui y est recluse provoquent le même rejet partout. A Calais comme à Mayotte. Et si les Parisiens devaient connaître cette situation dans les mêmes proportions que les Mahorais, il y aurait 500 000 illégaux en bidonville à Paris et c'est toute la population parisienne qui se révolterait.

Voilà pourquoi l'ordre, ce « le premier besoin de l'âme » comme disait la philosophe Simone Weil, est aussi un devoir.

Cela n'empêche pas de comprendre, dans notre commune humanité, que c'est la misère qui pousse à fuir son pays. Nous le savons bien, nous les Basques, les Béarnais, les Bretons, qui avons au XIX<sup>e</sup> siècle fourni tant de contingents d'émigrés.

La volonté de protéger, d'appliquer nos lois, doit être sans faille, mais respectueuse de ceux que les vagues de la vie ont conduit jusqu'à nous. Et respecter ces personnes, c'est les intégrer dans un ordre où tous peuvent se reconnaître. Il est donc de notre devoir de conduire une politique de contrôle, de régulation et de renvoi dans leur pays de ceux dont la présence met en péril la cohésion de la nation.

Mais comment faire alors que 93 % des OQTF ne sont pas exécutées ! et que dire du comportement de certains pays qui devraient pourtant accueillir leurs propres ressortissants ?

Si nous ne résolvons pas cette question, toutes nos déclarations d'intention seront vaines. Cette politique, que mène fermement le ministre de l'Intérieur suppose aussi l'action de tous les ministères. C'est pourquoi je réactiverai le comité interministériel de contrôle de l'immigration. Et je sais que les parlementaires ne manqueront pas de prendre des initiatives également. Il nous appartiendra ensemble de les articuler avec la nécessaire transcription du pacte européen Migration asile. Il nous appartiendra aussi de mieux user de notre aide au développement, en retrouvant en 2026 une trajectoire dynamique.

Notre cap, c'est l'intégration. Nous ne demanderons à personne de renoncer à ce qu'il est. Notre cap, c'est **l'incorporation à la nation** de ceux qui sont amenés à la

rejoindre. Par le travail, qui crée des liens et donne la reconnaissance ; par la langue, qui est une patrie ; par l'apprentissage des façons de vivre et des valeurs qui les guident. Par le respect aussi de la liberté des femmes et de ceux qui croient différemment, ou qui ne croient pas. En revanche, contre tous ceux qui prônent l'inverse, nous serons sans faiblesse. La République n'existe que si elle se fait respecter.

### **3.2. Les grandes politiques**

Je ne me lancerai pas dans un catalogue de mesures. Chaque ministre aura la responsabilité de conduire son action sous mon autorité dans un dialogue constant avec le Parlement et les forces sociales. Mais je souhaite fixer quelques lignes de force pour l'action de mon gouvernement.

Ces grandes politiques doivent être inspirées par le long terme, par l'esprit du Plan, que j'ai souhaité restaurer en 2020.

Il ne peut y avoir ni partage des grands choix avec les citoyens, ni débat sérieux au Parlement, sans vision de long-terme. Il y a une maxime française qui en 4 mots dit tout : « gouverner, c'est prévoir ». La citation se poursuit d'ailleurs par : « et ne rien prévoir c'est courir à sa perte ».

C'est particulièrement évident pour des questions comme la démographie ou l'écologie, qui engagent des orientations sur plusieurs décennies.

- **La transition écologique**

L'écologie n'est pas le problème. C'est la solution.

L'effort à mener sur ce sujet crucial, cette adaptation, la France l'a commencé mieux qu'aucun pays du monde.

C'est pour moi une priorité, une ardente obligation qui doit être poursuivie et amplifiée : planifier la transition en finalisant notre stratégie bas carbone ; préserver notre biodiversité ; pour produire, mais de façon décarbonée, grâce à des technologies nouvelles. Je pense en particulier à notre politique énergétique. Cette politique a un but : l'énergie décarbonée accessible à tous. Pour y parvenir le nucléaire est un axe essentiel et la géothermie, réservoir inépuisable de calories gratuites sous nos pieds, l'est aussi.

La question de l'eau sur laquelle je reviendrai est essentielle. Nous devons la saisir à bras le corps à travers une grande conférence nationale déclinée dans les régions.

La transition écologique c'est aussi favoriser les mobilités les plus adaptées, de l'hydrogène au Plan vélo qui doit être poursuivi avec les moyens qui lui sont nécessaires.

- **L'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche**

Proposer aux Français une voie d'espérance, qui donne sens à ces efforts, c'est aussi refonder notre Éducation nationale.

Une des fiertés de ma vie est d'avoir été un enseignant de l'Éducation nationale ; d'avoir des enfants enseignants. Une des fiertés de ce gouvernement est d'avoir placé en premier le ministère de l'Éducation nationale, et de l'avoir confié à une femme au parcours exemplaire.

Mais comment accepter que l'école française, qui était la première du monde, se voit classée au rang qui est le sien aujourd'hui, en mathématiques comme en lecture ?



Les enseignants de notre université dépeignent des étudiants de première année, après 13 ou 14 ou 15 années d'école qui ne parviennent pas à écrire un texte simple, compréhensible avec une orthographe acceptable.

C'est le plus grand de nos échecs.

Nous ne pouvons pas accepter qu'on oublie ceux qui viennent des milieux qui n'ont pas les codes, qui ne connaissent personne comme on dit, et n'ont accès ni à l'influence ni au pouvoir.

Tous ceux-là, l'obligation d'orientation précoce les perturbe et les met en danger.

Ma conviction est que les gisements de progrès sont du côté des enseignants.

Tous ici nous avons devant les yeux les visages, les voix, d'enseignants qui nous ont révélés à nous-mêmes, les destins qui basculent parce que le regard d'un enseignant s'est posé sur un enfant, souvent sur un enfant qui ne savait pas qui il était et qui était promis à l'échec. Ces enseignants magnifiques existent, nombreux. Mais notre organisation de l'Éducation nationale ne parvient pas à les repérer ou les repère si peu - et les trésors de pédagogie qu'ils ont élaborés sont perdus.

Je veux rappeler ici l'intuition fondatrice du président de la République : combattre l'assignation de la naissance, du quartier, du nom, de la religion, de la campagne, de l'accent, des familles éclatées, de l'adolescence solitaire, offrir à tous ceux-là, tout au long de la vie, de nouvelles chances. Combat à mener pour l'individu comme pour la nation. Tous les enseignants de l'université savent combien les lacunes accumulées au fil des années pèsent ; combien elles handicapent les étudiants dans leur apprentissage. J'affirme ici que l'urgence pour

l'université, c'est d'agir en amont pour les enseignements fondamentaux.

Parmi les combats à mener : la promotion de la lecture contre les écrans. En cela la pause numérique doit être généralisée.

Je sais qu'un chemin est possible : en formant mieux nos professeurs afin de mieux les préparer et les faire progresser dans l'exercice de leur métier. C'est l'une des réformes les plus importantes à mener : celle de la formation initiale et surtout continue.

En engageant aussi une grande consultation sur le temps scolaire.

Enfin en poursuivant la grande réforme de l'enseignement professionnel engagée par le Président de la République.

- **La culture**

Pour moi, la culture joue aussi un rôle de premier plan dans la promesse française. La défense et l'affirmation d'une politique culturelle est une politique sociale. C'est ma conviction. L'émerveillement partagé devant la beauté d'un monument, d'une ville que l'on restaure, d'une pièce de théâtre, d'un concert que l'on partage : tout cela élève, rend fier, rassemble. C'est pourquoi le beau est un devoir d'État.

Cela passe par une politique du patrimoine ambitieuse. Ce patrimoine qui est l'une de nos principales fiertés. Cela passe aussi par un soutien à la création.

- **Les outremer**

Je pense, Mesdames et Messieurs les députés, à nos concitoyens mahorais, qui viennent de subir une épreuve dramatique s'ajoutant à celles déjà si lourdes.

J'ai présenté le Plan Mayotte debout lors de ma venue sur l'île. C'est un plan ambitieux non seulement pour traiter de l'urgence mais aussi refonder Mayotte. La crise migratoire que connaît ce département ne peut d'ailleurs plus être ignorée, sauf à faire des Mahorais des Français de seconde zone. Aucun débat n'est tabou sur ce sujet, notamment celui sur les conditions d'exercice du droit du sol.

Je pense à la Nouvelle-Calédonie qui doit construire son avenir. Les événements de mai 2024 ont plongé ce territoire dans un profond marasme. Je souhaite que le processus politique reprenne avec des négociations qui devront aboutir à la fin du trimestre. J'inviterai fin janvier les forces politiques à venir à Paris pour ouvrir ces négociations, en demandant au ministre des outremer de suivre particulièrement ce dossier. Je crois, là encore, que les femmes et les hommes de bonne volonté sauront trouver des voies novatrices pour le bien de tous les Calédoniens.

Mais c'est à chacun de nos outremer que je pense aujourd'hui, eux qui sont une fenêtre ouverte sur le monde et nous enrichissent par leur identité propre. Chacun a sa situation, ses chances et ses difficultés. Pour chacun, nous définirons un plan de développement et de financement dans le cadre d'un nouveau Comité interministériel des outremer que le ministre d'Etat préparera avec les élus de ces territoires.

- **Retrouver la production : l'innovation et l'industrie**

Dans les outremer comme dans l'hexagone, l'espoir renaîtra par le volontarisme économique. Nous devons retrouver les conditions de la production. Avec au premier chef la technologie, nouvelle mère des batailles.

On voudrait nous condamner au déclassement, alors que la Silicon Valley déroule ses tapis rouges à nos ingénieurs du numérique et de l'intelligence artificielle. Nous sommes des géants de la recherche informatique ; ne nous laissons pas devenir pas des nains de la nouvelle économie, précisément fondée sur le numérique. Et il en est de même pour l'espace ou les énergies décarbonées.

Le Gouvernement reste attaché à la trajectoire ambitieuse d'investissement dans la science définie dans la loi de programmation de la recherche. La recherche se fait dans les universités et les laboratoires mais aussi ailleurs. Il faut mieux mobiliser nos entreprises dans cet effort collectif.

Sur l'IA, dont je ne sais si elle est intelligence ni si elle est artificielle, mais dont je sais qu'elle est un changement d'être pour notre humanité, la stratégie nationale doit entrer dans sa 3<sup>e</sup> phase. Elle doit être ambitieuse pour la diffusion de l'IA dans l'industrie, dans l'action publique, la formation et la recherche, appuyée sur un programme d'investissement dans les infrastructures. Le sommet de l'IA qui se tiendra à Paris en février traduira cette ambition.

Dans ce domaine, comme dans ceux de l'industrie et de l'agriculture, il nous faut définir des politiques de filière, produit par produit, en partant des faiblesses de notre balance commerciale. Chaque filière unira grandes entreprises, sous-traitants, l'État et les régions autour d'un enjeu de production. Des géants mondiaux comme Dassault Systèmes ou Safran, Total ou Airbus, Saint-Gobain ou Danone, ont un potentiel de partage des capacités de mise au point et de soutien à des entreprises nouvelles, notamment sur des produits et secteurs où nous sommes absents.

- **Retrouver la production : l'agriculture**

Je veux avoir un mot particulier pour la filière agricole. Pour les filières agricoles.

Quand nous évoquons leur crise, nous voyons ce qui saute aux yeux : la crise des revenus, le sentiment qu'ont nos agriculteurs de n'être pas respectés. A l'origine de cette situation, il y a une crise morale : les paysans, le monde dont je viens, avaient jusqu'à il y a peu la certitude d'être les meilleurs défenseurs de la nature ; aujourd'hui on les accuse de nuire à la nature. C'est une atteinte profonde. Et quand les inspecteurs de la biodiversité viennent inspecter les fossés ou les points d'eau avec une arme à la ceinture dans une ferme déjà mise à cran par la crise, c'est une humiliation. Donc une faute.

Le principal enjeu aujourd'hui est celui de l'égalité des armes. L'accord avec le Mercosur impose aux agriculteurs de chez nous des normes de production qui ne sont pas imposées à leurs concurrents. Ceci est inacceptable.

De très grandes injustices risquent également d'être commises dans la gestion des ressources en eau. Qu'on assimile la gestion de l'eau de surface au pompage des nappes profondes, comme si c'était la même chose, c'est absurde. Nos agriculteurs vivent cela comme une injustice. Sur le sujet de l'eau, j'ai dit que je souhaitais que des conférences soient organisées au plan national et régional pour définir une stratégie à long terme.

Ce métier qui était un métier de communauté, de village, de collègues, d'amis, de connaissance des gestes et des techniques, est devenu solitaire, ce qui pose le problème de nouvelles vocations.

Toutes ces questions seront traitées dans la loi d'orientation agricole. Je m'engage à ceci : comme pour

les entreprises et familles, nous allons remettre en question nos pyramides de normes en donnant l'initiative aux usagers. Ce que l'on contrôle doivent avoir leur mot à dire sur les contrôles – et s'il faut des remises en cause nous les conduirons avec eux dans un temps bref.

- **Revaloriser le travail**

Cette politique ne trouvera sa pleine dimension que si le travail trouve également toute sa place dans notre société.

Je souhaite que l'on ouvre une concertation sur le travail et les salaires qui reviendra sur la qualité de la vie au travail, sa rémunération et son sens. Devront être abordées la question de la santé au travail, de la prévention et de la prise en charge des arrêts de travail ainsi que sur la situation des travailleurs pauvres, de l'égalité salariale femmes-hommes.

Il faudra aussi poursuivre les efforts en matière de revalorisation salariales et de mise en place de dispositifs d'épargne salariale, d'intéressement et de participation dans tous les secteurs.

- **Un territoire français plus équilibré**

En 1947, paraissait le livre *Paris et le désert français*. Aujourd'hui, il y a Paris, les grandes métropoles et le désert français, avec un gouffre à chaque étape. Le reste du tissu national, éloigné géographiquement, disparaît médiatiquement et politiquement.

L'aménagement du territoire est l'une des grandes questions qui est devant nous. Elle touche aux conditions de vie de nos concitoyens, à l'accès aux services publics, aux transports, au logement...

Nous avons mis en place un grand ministère autour de François Rebsamen. Ce ministère incarne l'objectif qui est le nôtre : que chaque personne ait sa chance, que chaque territoire ait sa reconnaissance et sa chance. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Tant d'esprits, de volontés et de capacités provinciales et des quartiers périphériques ont le sentiment d'être écartés, oubliés.

Je veux m'arrêter sur le sujet du logement. C'est une mission centrale. Si l'on ne peut pas se loger, on ne peut pas se faire reconnaître. Nous avons besoin d'une politique de logement repensée et de grande ampleur. Chacun doit avoir accès à un logement abordable.

Je salue les efforts menés par les précédents gouvernements pour lever les contraintes en matière de construction de logements. Nous pouvons aller plus loin en réduisant encore les délais, alléger les demandes d'autorisation, favoriser la densification, faciliter les changements d'usage... Cela suppose aussi de relancer l'investissement locatif et l'accession à la propriété, et de soutenir les maires bâtisseurs par un système d'encouragement à l'investissement, y compris privé.

Quant au transport, qui est la condition même de l'égalité des droits sur le territoire, nous avons devant nous des défis en matière de financement des infrastructures et des équipements nouveaux. Une conférence sur son financement durable sera organisée avec les collectivités locales et les professionnels, pour s'y préparer.

- **La santé et les solidarités**

La santé, c'est l'une la toute première préoccupation des Français et l'organisation de notre système est au cœur du modèle social français.

Nous avons tous été confrontés, pour nous ou un proche, à l'impossibilité de trouver un médecin généraliste, un spécialiste, un dentiste pour nous faire soigner. Quant à l'hôpital il connaît aussi une crise, en particulier financière, qui est plus que préoccupante.

L'absence d'une vision pluriannuelle des ressources consacrées à notre système de santé le prive *de facto* de la capacité à se doter de projets à moyen et long terme et complique ainsi sa capacité à anticiper les besoins de santé futurs des Français. Il faut passer d'une logique budgétaire annuelle à une logique de financement pluriannuel.

Il faut aussi travailler sur l'enjeu clé de la démographie médicale, en impliquant notamment les élus territoriaux, et en menant de front la question de la formation des soignants.

Je souhaite confirmer que la santé mentale sera la grande cause nationale en 2025, comme l'avait décidé mon prédécesseur Michel Barnier.

Dans ce cadre, pour faire face à l'enjeu de la soutenabilité de l'hôpital, le Gouvernement proposera une hausse notable de l'ONDAM, ce qui permettra d'améliorer les conditions de travail des soignants et de protéger les plus fragiles. A cette fin, la mesure de déremboursement de certains médicaments et des consultations ne sera pas reprise.

Le sport est, comme la culture, un puissant facteur de cohésion, d'épanouissement et de fierté. Après une année olympique historique et avec devant nous le projet Alpes 2030, nous devons encourager le sport dès l'école. Dans le cadre des parcours de soins pour les malades chroniques, nous devons par exemple proposer une nouvelle offre dans les maisons Sport Santé. 100 000 bilans d'activité physique seront proposés aux personnes atteintes de telles maladies.



La promesse française est aussi fondée sur l'attention aux plus fragiles et aux plus vulnérables.

Il faut poursuivre la mobilisation de l'ensemble du Gouvernement autour de la politique du handicap alors que nous allons fêter le 20<sup>e</sup> anniversaire de la loi de 2005. C'est l'objet de l'École pour tous qu'il faut améliorer alors que cette politique de l'école inclusive a atteint une masse critique. Un comité interministériel du handicap sera aussi organisé dans les meilleurs délais. Et je tiens au remboursement intégral des fauteuils roulants dès 2025.

Dans le cadre de la grande politique démographique que j'appelle de mes vœux, après les travaux du Commissariat au Plan, il nous faut avancer sur la question du grand âge. L'objectif est de permettre aux personnes de bien vieillir et d'avoir le choix de leur domicile. Cela suppose l'ouverture d'un dialogue avec le Parlement et les départements.

Je réaffirme aussi la priorité qui est, pour moi, attachée à la protection de l'enfance avec la création du Haut-Commissariat à l'enfance qui inscrira dans la continuité cette politique.

Parmi les personnes qui souffrent dans notre pays aujourd'hui, il y a trop souvent des étudiants en situation de précarité, en particulier lorsqu'il faut se loger dans les grandes villes où les loyers dépassent les moyens de leurs familles. C'est pourquoi la carte universitaire et le réseau des universités sont une grande question académique et sociale. Nous lancerons la construction de 15 000 logements par an pendant trois ans, en mobilisant le foncier disponible de l'Etat.

\*\*\*

En m'adressant à vous, Mesdames et Messieurs les députés, j'ai conscience de m'adresser à la nation tout entière, aux Françaises et aux Français qui nous regardent, à tous ceux qui ont les yeux tournés vers la France, que la vision de nos désunions décourage et que nos paroles ont fini par lasser. Pour eux, ce n'est pas un mandat qui est en jeu, c'est la journée qui vient, c'est ce jour même, avec l'angoisse du chômage, celle du prix de la vie, l'inquiétude pour un conjoint, des parents âgés, des enfants dont l'avenir semble obstrué. Nous n'avons pas le droit, surtout au nom de nos passions politiques, d'hypothéquer la vie de nos concitoyens. Ils attendent des actes, et c'est sur nos actes qu'ils jugeront de nos paroles, de nos promesses et de nos indignations. C'est sur nos actes qu'ils nous jugeront, tout simplement. Le but de cette déclaration de politique générale est de permettre à ces concitoyens de passer de la plus extrême inquiétude à la conviction que, même si nous ne sommes pas certains de tous les résoudre, nous traiterons les problèmes qui se posent avec toutes nos forces et tous nos moyens. Nous n'allons pas d'un seul coup passer de l'ombre à la lumière. Nous n'allons pas vivre le grand soir. Mais si je parviens à me faire entendre de vous, élus de la Nation, et de nos concitoyens, alors nous pourrions passer du découragement à un espoir ténu mais raisonnable. C'est ce projet que j'ai voulu présenter devant vous.

Je connais tous les risques. Si nous nous trompons, nous corrigerons. Mais le risque c'est la vie. Pierre Mendès-France, et la référence n'est pas ici par hasard, aurait dit : « Il n'y a pas de politique sans risque, il n'y a que des politiques sans chance ».

J'ai foi dans le peuple français. J'ai foi dans ses représentants. Je sais les ressources d'intelligence, de

bravoure, de droiture de notre nation lorsqu'elle choisit de surmonter l'épreuve. Notre peuple, notre pays avec son histoire, ont la capacité de se ressaisir. Je n'en veux que deux preuves : nous sommes aujourd'hui le plus jeune des pays européens, et sur le plan de la croissance nous sommes sur les quarante dernières années devant l'Allemagne, en particulier ces sept dernières années. Nous sommes un peuple de ressources. À la condition qu'il trouve l'unité qui si souvent lui manque. Il l'a fait bien des fois au cours de son histoire, et c'est à nous aujourd'hui que cette mission, cette charge et cette chance reviennent.

Je vous remercie.